



Titre de la conférence :

Agriculture et agroalimentaire au Canada : des écosystèmes d'affaires fragiles qui se réinventent

La version prononcée fait foi

Conférencier :

Gaétan Desroches, agr., MBA

Date :

23 septembre 2019, de 12h00 à 13h45

Lieu :

Le Westin Montréal

Gaétan Desroches, agr., MBA

Gaétan Desroches est chef de la direction de La Coop fédérée. Il est diplômé en sciences de l'agronomie de l'Université Laval et est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université de Sherbrooke.

Après ses études en agronomie, il a eu la piqûre pour l'agriculture et la coopération. Il œuvre au sein du réseau de La Coop fédérée depuis plus de 35 ans, où il a exercé diverses fonctions dans le secteur des productions végétales avant d'être nommé chef de l'exploitation en 2006 et finalement chef de la direction en 2014. Aujourd'hui, Gaétan Desroches est donc à la tête du plus important groupe agroalimentaire au Québec et du 2^e en importance au Canada.

Un support graphique, une vidéo, de même que la captation de la conférence seront disponibles sur demande à :

marie-helene.cliche@lacoop.coop

Notes d'allocution :

Monsieur Baillargeon,
Membres de la table d'honneur,
Mesdames et messieurs,

Bonjour,

Je veux d'abord remercier le Cercle canadien pour son invitation. C'est le 2^e passage de notre organisation à cette importante tribune. La dernière date de 2012.

Vous deviez être des visionnaires quand vous avez accepté de me recevoir à cette date-ci, 23 septembre...car aujourd'hui à 17 h nous serons en commission parlementaire pour parler d'un enjeu important de notre industrie agricole.

Ma présence parmi vous aujourd'hui démontre bien votre intérêt pour La Coop fédérée et les enjeux de l'industrie agroalimentaire. Et vous avez raison!

C'est une industrie importante qui génère 112 milliards de dollars du PIB soit 6,7 % du PIB Canada. Au Québec, c'est 18,8 milliards de dollars de retombées, soit environ 5 % du PIB québécois.

La valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales est de 56 milliards de dollars. Si on ajoute les produits de la mer c'est 63 milliards de dollars.

Le secteur représente plus de 500 000 emplois reliés à la production, la transformation, l'exploitation et au conditionnement des produits agricoles destinés à l'alimentation humaine et animale.

Je suis donc très heureux d'être ici parmi vous aujourd'hui, parmi plusieurs de mes collègues, partenaires, amis et membres du conseil d'administration de La Coop fédérée. J'en profite pour saluer le président de La Coop fédérée, M. Ghislain Gervais.

Vous l'avez sûrement constaté comme moi, que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire occupent dernièrement une grande place dans l'actualité.

Les questions environnementales, l'usage des pesticides, les habitudes alimentaires des gens et les accords commerciaux suscitent des débats souvent enflammés, peut-être un peu trop parfois.

Ce midi, je veux vous parler de ces enjeux et surtout des défis pour La Coop fédérée. Parce qu'il faut bien le dire, ces enjeux contribuent à affaiblir notre écosystème agricole déjà trop fragile. Plusieurs décisions ont des impacts collatéraux peu connus des consommateurs et des décideurs.

Je m'excuse d'avance du nombre de statistiques que vous devrez absorber au cours de ma présentation. L'idée n'est pas de vous assommer...mais de vous donner des mesures pour que vous puissiez vous faire votre propre idée de nos enjeux.

Sachez que le système agricole et agroalimentaire canadien est né et opère dans l'adversité : l'adversité causé par des facteurs endogènes, et d'autres exogènes.

Nos facteurs endogènes...ceux que nous ne pouvons pas changer et qui font partie de notre héritage, notre identité. Mais qui peuvent nous faire innover au plan des technologies nouvelles, des façons de faire.

- Notre climat nordique qui nous limite de biens des façons ; Le cycle et la quantité de récoltes, le coût des bâtiments de production, les zones thermiques (UTM) et sans oublier les perturbations climatiques...
- Notre superficie très étendue et nos 3 fuseaux horaires, qui compliquent nos logistiques, nos coûts d'exploitation, de transports et de distribution. Seulement 7 % du territoire canadien est arable, c'est-à-dire exploitable (64 millions d'hectares) dont 2 % au Québec.

Au Québec, nous sommes nombreux, collés à la vallée du Saint-Laurent. Le Québec est recouvert à 22 % d'eau, le reste en majorité, forêts, des crêtes, des montagnes, des collines etc...

Deux autres facteurs internes à considérer :

- D'abord une réglementation à plusieurs paliers... fédéral, provincial... municipal.
- Et notre nombre - une population 9 fois moindre que celle de nos voisins du Sud, les États-Unis, 50 états aux climats diversifiés. Les limites du marché canadien, en termes de superficie, de population et de demande, combinées à l'enjeu que représente la relève dans notre secteur d'activité font qu'une caractéristique de notre pays est que nous exportons une majorité de notre production (63 milliards).

Malgré ces éléments que je viens de vous nommer, notre industrie agricole et agroalimentaire est l'une des plus productives et des plus importantes dans le monde.

En effet, notre système est diversifié depuis les fermes porcines et laitières du Québec et de l'Ontario en passant par les vastes champs de blé et de canola qui s'étendent dans les Prairies, et cela jusqu'aux grands élevages de l'Alberta.

Face à nos réalités, les Canadiens ont mis en place un arsenal de modèles et d'outils pour s'offrir une certaine souveraineté alimentaire ; doter nos concitoyens d'aliments de base de qualité, sécuritaire à un prix raisonnable et produits localement.

Rappelons-nous que nos ancêtres fondateurs pensaient à occuper nos villages et régions ainsi qu'à nourrir nos concitoyens convenablement. C'est notre ADN à La Coop fédérée.

Les agriculteurs et éleveurs du début de notre temps ont été au cœur de la transformation physique de ce pays, par les trains, les ports, les mers, les routes.

Si je reviens sur cette part d'histoire et sur nos fragilités de base, c'est pour mieux vous présenter notre situation actuelle.

Maintenant, parlons des facteurs exogènes qui ont une influence sur notre écosystème agricole et agroalimentaire.

Tout d'abord, je vais aborder la situation géopolitique internationale actuelle. Ensuite, je vous exposerai ses impacts sur notre écosystème d'affaires et sur l'industrie agroalimentaire.

Comment La Coop fédérée s'adapte à une situation en constante évolution? Ce sera le propos de la prochaine partie de ma présentation.

Mais, déjà un premier élément de réponse.

Et on va tous s'entendre là-dessus : il faut innover, sortir des sentiers battus.

Je vous dirais que l'innovation fait partie de l'ADN de La Coop fédérée depuis près de 100 ans.

Je vous dirais aussi que notre modèle d'affaires coopératif est sans contredit la réponse la plus pertinente à la pérennité de l'industrie agroalimentaire québécoise et canadienne. J'y reviendrai.

La Coop fédérée à elle toute seule contribue pour près de 4 milliards de dollars au PIB canadien. Elle rapporte aussi aux gouvernements des revenus fiscaux d'1 milliard de dollars par année.

Elle génère aussi plus de 35 000 emplois à temps plein.

Depuis 5 ans, La Coop fédérée a versé près de 282 millions de dollars en ristournes et dividendes à ses membres.

Un joueur de cette envergure ne peut donc rester indifférent à la transformation de son secteur et les sujets géopolitiques.

On le voit depuis de nombreux mois maintenant, les divergences entre les nations créent de l'instabilité aux plans politique et économique.

On a du mal à y voir une direction claire, ce qui contribue à alimenter l'instabilité.

Les sources de tensions sont multiples :

- La question nucléaire iranienne,
- Le Brexit,
- Les négociations difficiles sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine,
- Le Brésil et les migrations des populations des pays d'Amérique centrale et du Sud.

Les analystes évoquent un risque de récession.

Et ce qui n'aide pas, on est face à un contexte présidentiel américain qui joue la carte du nationalisme économique et la réduction du bilatéral.

Sur la question de la Chine, le Canada est pris entre l'arbre et l'écorce depuis l'arrestation de la directrice financière de Huawei.

Ce dossier a eu pour effet d'empoisonner les relations diplomatiques entre la Chine et le Canada. Il a aussi des impacts majeurs sur l'industrie agroalimentaire canadienne.

La Chine a bloqué les importations de canola, de porc et de bœuf canadiens sur son territoire. L'interdiction crée de l'incertitude chez nos producteurs et au sein de notre filiale Olymel.

Le Conseil des viandes du Canada évalue à 100 millions les pertes au pays. L'industrie représente 266 000 emplois.

Évidemment, on ne reste pas les bras croisés. Récemment, Olymel a fait l'acquisition d'un important exportateur de porc québécois. Cette transaction permet, notamment, de diversifier nos marchés.

Il y a aussi la peste porcine africaine qui plane sur nous. Nous sommes prêts à y faire face si jamais le Canada et le Québec sont touchés, mais cela causerait sans doute des pertes supplémentaires dans le secteur de la production porcine.

Vous allez me dire que ces enjeux sont circonstanciels comme nous l'a appris l'Histoire. Vous avez certainement raison.

Mais d'autres enjeux, plus fondamentaux ceux-là, sont en train d'apparaître. C'est comme une vague de fond que l'on ne voit pas venir, mais dont les impacts peuvent être dévastateurs.

Et ça risque de bouleverser encore plus fortement notre écosystème d'affaires agricoles et agroalimentaire si on ne fait rien. Allant même jusqu'à remettre en question notre souveraineté alimentaire.

Prenons le nouvel accord de libre-échange, en attente de ratification, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Combien de temps encore le Canada maintiendra son système de gestion de l'offre pour les produits laitiers, les œufs et la volaille? Mais, Ottawa a accepté d'accorder aux producteurs américains un plus grand accès au marché canadien.

On est tous d'accord là-dessus, les accords commerciaux sont importants. Ce nouvel accord ouvrira la porte à de nouvelles occasions pour l'industrie agroalimentaire canadienne, notamment pour nos exportations de porc et autres denrées agricoles.

Mais je ne vous le cacherais pas, on est déçu des concessions sur la gestion de l'offre. On a servi de monnaie d'échange dans les négociations de l'ALENA.

Et cette brèche compromet sérieusement l'avenir de milliers de familles agricoles. Elle compromet aussi la vitalité de nos régions et patrimoines familiaux de plusieurs générations de fermes. Cette brèche affaiblit notre souveraineté alimentaire. Lentement mais sûrement avec des effets collatéraux que peu de gens soupçonnent; industrialisation des fermes, exode des régions, intensification des cultures, détresse psychologique, etc.

Deuxième enjeu fondamental à considérer : la consolidation de l'industrie. On compte de moins en moins d'exploitations agricoles.

L'Union des producteurs agricoles a récemment révélé que plus de 27 000 hectares de terres agricoles sont passés entre les mains de 15 sociétés d'investissement au Québec entre 2010 et 2015.

Ces transactions gonflent le prix des terres et ajoutent aux défis rencontrés par la relève, c'est-à-dire :

- L'accès aux terres agricoles.
- Le transfert des exploitations agricoles.
- Et la pénurie de main-d'œuvre.

Troisièmement, vous serez d'accord avec moi pour dire que dans ce contexte nos producteurs doivent innover pour faire face à la concurrence internationale.

Les produits internationaux et les marques étrangères inondent notre marché à des prix qui défient toute compétition en raison d'un grand volume de production et souvent même d'un soutien de l'État.

Et oui, il n'y a pas que le Canada qui subventionne son industrie agricole et agroalimentaire NORDIQUE !

L'Union européenne consacra cette année 70% de son budget à son pacte agricole commun. Le gouvernement américain a mis 867 milliards dans son Farm Bill.

C'est de la subvention tout azimut qui garantit 10 ans de revenu pour ces agricultures. Et je ne parle même pas ici des pays asiatiques.

Parallèlement, les consommateurs désirent de plus en plus s'alimenter avec des produits de proximité et de qualité.

Comment répondre aux besoins des consommateurs qui veulent manger bio et des produits locaux sans pesticides, ni herbicides, quand leur première motivation demeure le prix ?

C'est là toute la question.

Des voix s'élèvent ces jours-ci pour bannir les pesticides. J'aurai l'occasion plus tard aujourd'hui de faire entendre le point de vue de La Coop fédérée devant la commission parlementaire sur le sujet.

Mais croire qu'on peut nourrir la planète avec des produits végétaux sans pesticides et sans engrais n'est pas aujourd'hui réaliste. Mais, avec l'aide de la technologie on peut en optimiser l'utilisation, et ce, pour la production conventionnelle ou biologique. Sur les 29 000 fermes recensées au Québec, à peine 1 300 ont déclaré avoir vendu des produits bios en 2016.

Nous devons aussi regarder de plus près toute la question du gaspillage alimentaire qui est un véritable fléau de ce siècle. La lutte au gaspillage alimentaire, de la part des industries, mais aussi des particuliers doit devenir une priorité pour tous.

D'ailleurs, cette question, parce que c'est lié, m'amène à faire le lien avec le quatrième enjeu, encore plus fondamental : celui des changements climatiques.

L'agriculture est responsable de 10 % des émissions de gaz à effets de serre produits au Canada.

Nos agriculteurs en sont conscients et travaillent tous les jours pour réduire notre empreinte écologique.

L'agriculture a toujours su s'adapter aux changements. Et c'est parce que cette industrie est la plus proche de ce que la terre a à offrir qu'elle est la mieux placée pour trouver les solutions.

L'industrie doit se réinventer pour adopter des pratiques qui respectent les principes de développement durable. Ça, nous le savons tous.

Cependant, nous vivons dans un monde interdépendant où tous – La Coop fédérée, les producteurs agricoles, les consommateurs, les distributeurs – ont un rôle à jouer, c'est notre écosystème.

Il nous faut collectivement répondre à ces préoccupations en rendant nos modèles de production plus performants.

Surtout dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre et de l'absence de relève.

Dans son plus récent rapport Agriculteur 4.0, la RBC parle de 123 000 emplois à combler au cours de la prochaine décennie. D'ici 2025, un agriculteur sur quatre aura 65 ans ou plus et 110 000 d'entre eux devraient prendre leur retraite.

N'oublions pas non plus que nous sommes un pays nordique, comme je le disais plus tôt, avec toutes sortes de contraintes.

On doit trouver les meilleures solutions avec les technologies de notre époque qui allient les critères agronomiques, économiques et écologiques.

Nous sommes en plein dans la 3e révolution industrielle, l'internet des objets. La révolution agricole doit être plus respectueuse et consciente de l'environnement. Mais on devra l'aider.

On devra aider les professionnels (agronomes et technologues); éduquer les citoyens et les aider à être plus conséquents entre leur discours et leurs actions, surtout en matière d'alimentation. (Par exemple : Beyond Meat contient une liste d'ingrédients impressionnante, alors que le consommateur demande des produits « clean label » !)

Le fait saillant de la prochaine décennie sera très probablement la rencontre entre producteurs, agronomes, nutritionnistes et écologistes. C'est le grand public, le consommateur, qui force cette rencontre.

La pression est forte sur l'agriculture (Sollio Agriculture), le système de la transformation alimentaire (Olymel), le secteur du détail (Groupe BMR) et les filières agroalimentaires (porc coop). C'est le monde dans lequel on navigue et dont La Coop fédérée et son réseau seront tributaires encore longtemps.

C'est une transformation majeure des systèmes agricoles, des économies rurales et de la gestion des ressources naturelles qui est en marche. Beaucoup de travail a été fait. Nos défis et enjeux sont fortement interdépendants.

Il faudra trouver des réponses si l'on veut parvenir à garantir :

- Nos métiers
- Nos héritages familiaux
- Répondre à notre mission de nourrir notre monde

Et c'est là la grande question: comment se nourrir dans un écosystème agricole et agroalimentaire durable ?

On ne peut pas rester les bras croisés face à cette transition écologique et environnementale.

De profonds changements devront intervenir dans les champs et également chez le consommateur dans la cohérence de son discours.

Revoir les systèmes agricoles, les modes de distribution et de transport, les économies rurales et la gestion des ressources naturelles pour que le plein potentiel de l'alimentation et de l'agriculture se réalise.

Tout ça, dans le but d'assurer un avenir sain et sûr à chacun des producteurs, à chacune des familles agricoles.

Ces changements doivent être accompagnés d'investissements massifs. Comme on le fait en ce moment dans le domaine de l'intelligence artificielle. Des investissements responsables qui tiennent compte de toutes les composantes de notre modèle et spécifiquement des moyens d'existence des petites et moyennes exploitations agricoles, de l'empreinte environnementale et des incidences sur la biodiversité.

Nous devons collectivement répondre à ces préoccupations.

Nous avons une chance unique d'être encore des joueurs d'influence malgré nos tailles relatives, des créateurs sur l'échiquier agricole et agroalimentaire mondiale.

Aussi grande soit-elle, la taille de La Coop fédérée est relativement petite par rapport aux organisations internationales concurrentes qui opèrent chez nous.

Vous ne trouverez pas ici d'usines agricoles et agroalimentaires, vous trouverez plutôt des entreprises familiales. N'est-ce pas ce que l'on souhaite comme agriculture au Québec? Une agriculture à dimension humaine ?

Chez nous, notre modèle d'affaires coopératif nous offre une agilité et nous permet d'être l'un des plus puissants leviers économiques du Québec et du Canada.

Nous avons investi en cinq ans, plus de 2 milliards pour transformer La Coop fédérée. Nos acquisitions et investissements vont amener l'entreprise au-delà des 8 milliards \$ de chiffre d'affaires et plus de 500M\$ de BAIIA.

Au Québec, l'écosystème agricole est constitué de 29 000 entreprises établies dans presque toutes les régions.

Ses retombées augmentent plus vite que l'ensemble de l'économie québécoise et compte pour au moins 10 % de l'emploi dans la majorité des régions du Québec.

D'ailleurs notre modèle d'affaire attire de plus en plus les producteurs des maritimes, de l'Ontario et des Prairies.

Dans cet écosystème, La Coop fédérée a la force d'un catalyseur pouvant générer le changement. Mais elle ne peut y parvenir seule. Cette responsabilité incombe à tous. C'est une responsabilité partagée entre tous les acteurs de l'industrie, du monde politique et les consommateurs.

Et ce changement, c'est par la recherche que nous soutenons et par l'innovation que nous allons y parvenir. J'y reviendrai.

Nous sommes très fiers de notre modèle d'affaires qui s'avère être le modèle adapté à notre industrie et au monde d'aujourd'hui.

Avec son modèle coopératif, La Coop fédérée contribue au développement et à la vitalité de nos régions. Le développement local et régional fait partie de notre ADN.

C'est pourquoi nous avons acquis en 2015 le fleuron québécois Groupe BMR pour marquer encore plus notre empreinte régionale.

Nous sommes le dernier groupe agricole et agroalimentaire pancanadien. Les autres provinces canadiennes envient le Québec d'avoir cet instrument de développement économique.

Mais comment allons-nous nous réinventer ?

Le développement de nouvelles filières, comme celle du porc, est certainement une voie à explorer. La stratégie élaborée et déployée dans ce secteur a permis au Québec de devenir un joueur majeur dans l'exportation du porc. Rien ne nous empêche de développer pareil modèle pour d'autres secteurs de l'agroalimentaire.

Il nous faut trouver des pratiques mieux coordonnées par tous les producteurs pour créer des chaînes de valeurs, y compris les producteurs bios, du jardin familial jusqu'aux grandes cultures. La traçabilité avec l'aide de bloc chain peut donner un avantage concurrentiel à ces chaînes de valeur si le consommateur en reconnaît la valeur !

Nous devons faire face aux nouvelles demandes des consommateurs et de la société. Être encore et toujours des joueurs clés du garde-manger des Québécois et des Canadiens.

À moyen et long terme : la recherche et le développement, de l'agronomie à l'intelligence artificielle.

Nous consacrons annuellement plusieurs millions de dollars à la recherche, dont plusieurs montants sont attribués à des projets menés par des organismes publics ou des chaires de recherches.

Par exemple... On consacre 10 millions annuellement à la recherche sur les productions végétales et animales.

Toute cette recherche permet de faire évoluer nos programmes alimentaires pour les adapter à la génétique en constante évolution, aux tendances et aux conditions du marché.

Mais pourquoi je vous parle de la recherche chez nous ? Parce que ce domaine a été malmené depuis le début de l'année.

Une culture de méfiance s'est développée face aux chercheurs et à la recherche.

Ce serait dommage de s'y complaire alors que nous avons besoin plus que jamais de développer de vraies recherches, des vocations, notamment chez nos jeunes. Le débat concernant l'avenir de notre alimentation et de notre agriculture est souvent passionnel. Je comprends ça.

Il nous faut retrouver la confiance dans le progrès de la science et des technologies. Le Québec et le Canada n'ont pas le luxe de quitter le terrain de la Recherche et Développement. (OGM, nouvelle technique...)

Nous savons que les remèdes d'hier ne sont pas suffisants pour résoudre les maux d'aujourd'hui.

La technologie agricole a connu plusieurs révolutions. Désormais, on s'oriente vers plus de finesse avec l'arrivée du spatial, de la robotique et de l'intelligence artificielle.

Il est maintenant possible de faire fonctionner des tracteurs sans pilote, à partir de robots guidés par satellite. Ceux-ci sont programmés pour doser avec précision la quantité de fertilisants à épandre en fonction des besoins du sol et des plantes avec des fertilisants à dégagement lent qui diminuent le lessivage.

Et tout cela implique la constitution de bases de données extrêmement précises, des analyses fouillées, une sélection génétique poussée et l'accès régulier et souvent en temps réel à une cartographie-satellite de pointe.

Nos agriculteurs peuvent aujourd'hui connaître le rendement de leurs champs en temps réel grâce aux systèmes de transmission de données, ou encore grâce à des capteurs installés sur leurs équipements.

Nous ne sommes plus dans la science-fiction.

À long terme un de nos défis sera de continuer à croître en mode coopératif. La technologie à elle seule ne sauvera pas l'agriculture du 21^e siècle.

Parmi tout ce que les agriculteurs ont pu inventer pour faire croître leurs récoltes puis les vendre, ce sont, étonnamment, l'entraide et la maîtrise de leur organisation qui ont constitué les initiatives les plus porteuses.

Tout simplement parce qu'elles sont les plus stabilisatrices dans un secteur soumis aux divers changements et aux fluctuations des cours mondiaux des commodités.

Les fleurons des organisations agricoles collectives ici et ailleurs tirent leur puissance de leurs origines de mouvements de solidarité. Dans notre cas, c'est la coopération agricole.

Aujourd'hui, au Québec et au Canada, il ne reste que La Coop fédérée qui peut affirmer qu'elle est encore dans l'ensemble de la chaîne agricole et agroalimentaire. Ce qui d'ailleurs nous expose à plusieurs fronts compétitifs tous azimuts. La plupart de nos concurrents se sont spécialisés.

Nos coopératives ont non seulement permis à nos agriculteurs de garder un certain contrôle sur leur avenir, elles ont aussi permis de jouer un rôle de levier social dans nos communautés rurales, souvent éloignées.

Elles ont constitué une arme redoutable contre les délocalisations et le maraudage de certaines multinationales.

En terminant, nous devons en tant que citoyens, soutenir nos agriculteurs, leurs marques et leurs produits et services avec détermination.

Nos gouvernants doivent aussi avoir un parti pris pour ceux qui sont sur notre territoire et pour la protection des entreprises agricoles. Il en va de notre souveraineté alimentaire. Il en va de tout ce que nous mettons sur la table des familles le matin, le midi et le soir.

Il faut aussi que nos investissements dans le secteur soient conséquents avec l'importance de l'enjeu de la sécurité alimentaire des gens d'ici dans un monde qui connaît des changements importants.

Soyons aussi chauvins que les autres nations et protégeons notre agriculture NORDIQUE qui pourra aussi exporter des produits de qualité et participer à la consolidation.

Faisons le pari de faire progresser la recherche et la science dans le domaine et assurons-nous que le consommateur fait les bons choix.

Travaillons à notre relève...il ne faut pas la décourager par nos invectives publiques...Travaillons et soutenons l'innovation que cette relève nous apporte.

Que la relation entre l'écologie et l'agriculture soit pour vous une vieille conviction, une nouvelle conversion ou une véritable révélation. Donnons une chance et du crédit à nos familles agricoles de faire la transition nécessaire ; elles permettent de garder nos villages et nos régions en santé.

Je vous remercie de votre attention.

